



## Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Noël SEGURA

## Voirie, Espace public - Investissement - Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Montpellier et Jacou - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L5217-7 et L5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les communes de Montpellier et de Jacou souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements de voirie. Les communes soumettront ou ont soumis l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils Municipaux respectifs.

Ainsi, la commune de Montpellier présentera le projet de fonds de concours à son Conseil Municipal du 19 décembre 2019.

La commune de Jacou a présenté le projet de fonds de concours à son Conseil Municipal du 9 décembre 2019.

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de conventions sont les suivants :

### Pôle Territoire Montpellier : Commune de Montpellier

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Programme maintenance éclairage	3 584 274,00	2 986 895,00		1 463 578,55	49 %
Programme maintenance voirie	9 577 908,00	7 981 590,00		2 554 108,80	32 %
Montpellier Au Quotidien ; Voirie	420 000,00	350 000,00		171 000,00	49 %
Montpellier Au Quotidien ; Eclairage	120 000,00	100 000,00		49 000,00	49 %

## Pôle territorial Vallée du Lez : Commune de Jacou

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Travaux rue Soubeyran	443 247,00	369 373,00		180 992,00	49 %
Etudes travaux voirie	11 720,00	9 767,00		4 785,00	49 %
Rénovation éclairage public	28 783,00	23 985,00		11 753,00	49 %

En conséquence, Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours tels que présentés ci-dessus ;
- approuver les conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- dire que les dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrites à son budget de l'exercice en cours, au chapitre 908, et imputées sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer, après délibérations concordantes des communes de Montpellier et Jacou, les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111277-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention FDC Mpt Jacou
- CONVENTION FDC V2.docx
- ANNEXE 1 V2.docx

- Copie de ANNEXE 2 DETAIL FINANCIER FDC 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.